NATO OTAN

N° 66

édition 01

2004

Science, Société, Sécurité

infos

Comité scientifique

Comité sur les défis de la société moderne

OTAN

www.nato.int/science

www.nato.int/ccms

Un nouveau départ

Comme annoncé dans notre précédente édition, le bulletin a fait peau neuve pour marquer non seulement sa vingtième année d'existence mais aussi le lancement du nouveau programme «La sécurité via la science». La réorientation du soutien vers les thèmes en rapport avec la sécurité constitue pour le programme de science civile de l'OTAN un nouveau départ, qui reflète l'évolution de l'environnement dans lequel l'OTAN, mais aussi la science et la société, se trouvent aujourd'hui.

C'est précisément le thème de la nouveauté qui est au cœur du présent bulletin. On trouvera dans ses pages le résultat des décisions prises par le Comité scientifique de l'OTAN à sa réunion de mars concernant les nouveaux éléments du programme «La sécurité via la science», qui prend forme progressivement, l'annonce de nouvelles initiatives liées à la sécurité et aussi un article sur l'élargissement de l'OTAN à de nouveaux pays. Le 29 mars 2004, sept nouveaux pays ont accédé au Traité de l'Atlantique Nord, ce qui porte à 26 le nombre de pays membres de l'OTAN. C'est donc dans un climat de célébration que se poursuit l'année 2004.

Sept nouveaux pays adhèrent à l'Alliance

La cérémonie marquant l'adhésion de la Bulgarie, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Roumanie, de la Slovaquie et de la Slovénie à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord a eu lieu au siège de l'OTAN le 2 avril 2004 en présence des Ministres des affaires étrangères des pays membres. Les drapeaux des sept nouveaux pays ont été hissés pour la première fois au Siège, au son des sept hymnes nationaux, interprétés par la fanfare militaire du SHAPE. La cérémonie s'est déroulée devant les membres des délégations nationales et le personnel du Siège. Elle a été suivie d'une réunion informelle des Ministres des affaires étrangères des pays de l'OTAN, désormais au nombre de 26.

L'accession des pays au Traité est devenue effective le 29 mars 2004 lors d'une cérémonie tenue à Washington au cours de laquelle les sept premiers ministres ont remis les instruments de ratification de leur pays au Secrétaire d'Etat américain, M. Colin Powell, qui les a acceptés au nom des Etats-Unis, pays dépositaire du Traité.

Le Comité scientifique approuve de nouvelles mesures

➪ Le Comité scientifique de l'OTAN, réuni à Bruxelles les 11 et 12 mars, a approuvé un certain nombre de nouveaux éléments à inclure dans le programme «La sécurité via la science».

Les bourses de réintégration, destinées aux chercheurs des pays partenaires travaillant dans un pays de l'OTAN, constituent un nouveau mécanisme de soutien, les pays partenaires ont défini leurs priorités en matière de recherche et des indemnités pour services d'assistance aux laboratoires seront versées dans le cadre des projets «La science au service de la paix» ainsi qu'aux experts responsables de l'exécution des projets bénéficiant d'une subvention à la constitution d'une infrastructure de réseaux. Ces nouveaux éléments sont décrits succinctement ci-après tandis que l'on trouvera des informations plus détaillées sur le site web scientifique de l'OTAN. Les autres mesures adoptées, également évoquées ci-dessous, incluent la restructuration des commissions consultatives, qui s'accompagne d'une nouvelle initiative dans le domaine des sciences sociales.

Bourses de réintégration - une nouvelle forme de soutien

Un nouveau mécanisme de soutien a été mis au point pour répondre aux préoccupations souvent exprimées par les pays partenaires concernant la perte que représente pour eux le départ de leurs chercheurs qualifiés pour d'autres pays. Sur la base des suggestions émises par un sous-groupe du Comité scientifique chargé de réfléchir à la manière de répondre à ce problème de fuite des cerveaux, la formule des bourses de réintégration a été lancée.

La formule a pour but d'aider les jeunes chercheurs des pays partenaires qui viennent d'achever des travaux dans un pays de l'OTAN à retourner dans leur pays d'origine. Les bourses de réintégration doivent donner aux chercheurs les moyens d'entamer une carrière scientifique à leur retour dans leur pays d'origine et de créer une équipe de collaborateurs dans l'établissement de recherche de leur choix. En outre, des fonds sont prévus pour les organismes d'accueil afin qu'ils contribuent aussi à faciliter la réintégration des boursiers dans leur pays. Ainsi, chaque bourse de réintégration se compose de deux éléments distincts : un élément destiné au chercheur et un élément destiné à l'organisme qui l'accueille à son retour dans son pays d'origine.

En 2004, le mécanisme de réintégration sera accessible aux scientifiques de tous les pays partenaires ainsi que des sept pays qui viennent d'adhérer à l'OTAN. La bourse de réintégration couvre trois années. Pour pouvoir en bénéficier, le demandeur doit avoir fait de la recherche pendant au moins 6 mois dans un pays de l'OTAN. Le projet de recherche qu'il prévoit de réaliser à son retour doit entrer dans le cadre de l'un des domaines prioritaires de l'OTAN en rapport avec la sécurité et/ou répondre à l'une des priorités agréées des pays partenaires.

Les conditions à remplir pour obtenir une bourse de réintégration sont décrites en détail dans les notes à l'intention des demandeurs, que l'on trouvera, avec les formulaires de demande, sur le site web scientifique de l'OTAN.

Examen par les pairs - nouvelles commissions consultatives

Parallèlement au lancement du programme «La sécurité via la science», les commissions consultatives se recentrent sur les nouveaux éléments du programme, axés sur la sécurité, et leur composition évoluera de manière à mettre l'accent sur les compétences liées aux questions prioritaires en rapport avec la sécurité plutôt que sur les sciences fondamentales. Les nouvelles commissions, énumérées ci-après, se réuniront pour la première fois à l'automne 2004 :

- ➪ Commission Chimie/biologie/physique (CBP)
- ➪ Commission Sécurité de l'information et des communications (ICS)
- ➪ Commission Sécurité liée à l'environnement (ESP)
- ➪ Commission Dynamique humaine et sociale (HSD)

Les commissions sont composées d'experts issus de la communauté scientifique des pays de l'OTAN, des pays partenaires et des pays du Dialogue méditerranéen. Leurs membres mettent gratuitement leurs compétences professionnelles au service du Comité scientifique et, par leurs avis, contribuent de manière inestimable à ce que le programme parvienne et se maintienne à un niveau scientifique élevé.

La composition des commissions résulte de décisions du Comité scientifique. Les membres du Comité proposent des experts de leur pays et le Comité dans son ensemble désigne les nouveaux membres, en tenant compte des compétences requises au sein des commissions et de la nécessité d'un certain roulement des nationalités. Les membres des commissions siègent pendant quatre ans.

Nouvelle initiative dans le domaine des sciences sociales

Parmi les questions complexes dont s'occupe désormais l'OTAN dans le domaine de la sécurité, beaucoup nécessitent de faire l'objet d'une interaction étroite entre sciences exactes, sciences humaines et sciences sociales. L'une des nouvelles commissions consultatives qui seront constituées dans le courant de l'année, la Commission Dynamique

Les bourses de réintégration, mécanisme de soutien plus adapté aux économies en transition caractéristiques des pays partenaires, remplaceront celui des bourses de recherche scientifique.

Les commissions consultatives du Comité scientifique de l'OTAN sont chargées, pour le programme «La sécurité via la science», de la tâche d'examen par les pairs, processus auquel on a traditionnellement recours dans le monde universitaire pour l'évaluation des demandes de financement de travaux de recherche ou des demandes de publication de manuscrits.

humaine et sociale, va précisément examiner les demandes relevant des sciences sociales et répondra ainsi à la nécessité d'une synergie entre ces disciplines. Dans ce domaine, les mécanismes de soutien disponibles seront les mécanismes traditionnels, à savoir les cours d'été, les séminaires de recherche avancée, les subventions de jumelage en coopération et les missions d'experts.

Nouvelles mesures

- Adoption des bourses de réintégration
- Restructuration des commissions consultatives
- Définition des priorités des pays partenaires
- Soutien des sciences sociales
- Versement d'indemnités aux jeunes scientifiques

Versement d'indemnités dans le cadre de projets «La science au service de la paix» et de projets de constitution d'une infrastructure de réseaux

Le Comité scientifique a décidé que des indemnités pouvant représenter jusqu'à 10% de la subvention pourraient être versées aux jeunes chercheurs jouant un rôle clé dans les projets «La science au service de la paix» et, dans le cas des subventions à la constitution d'une infrastructure de réseaux, aux experts responsables de l'exécution du projet. Dans les cas où elle sera applicable, cette disposition vaudra pour les projets subventionnés à partir de 2004. Des détails à ce sujet seront ajoutés dans les lignes directrices pour l'élaboration de projets «La science au service de la paix» et dans les notes à l'intention des demandeurs de subvention pour la constitution d'une infrastructure de réseaux.

Domaines prioritaires des pays partenaires

Bien que le programme «La sécurité via la science» soit axé sur le soutien d'activités en rapport avec la sécurité, il reste très attaché au partenariat, ce qui se traduit concrètement par l'inclusion des priorités des pays partenaires dans la liste des thèmes prioritaires dont l'étude peut donner droit à un soutien financier. La liste des priorités des Partenaires figure sur le site web scientifique de l'OTAN parmi les thèmes de recherche prioritaires. Les propositions soumises au titre de l'une de ces priorités devront obligatoirement faire intervenir des scientifiques du pays partenaire concerné. Les thèmes de recherche prioritaires ont trait à la défense contre le terrorisme et à la lutte contre d'autres menaces pesant sur la sécurité et incluent les priorités des pays partenaires.

A la suite de l'adoption des priorités des pays partenaires, il convient de noter que les demandes de soutien qui concernent à la fois un thème en rapport avec la sécurité et l'une des priorités des pays partenaires sont particulièrement bienvenues.

Science, Société, Sécurité

Trois mots tout simples, posés l'un à côté de l'autre, comme trois concepts dans une devise nationale.

Chacun, pris isolément, est déjà lourd de signification et de références historiques, culturelles et sociales.

Mais deux à deux ils s'épaulent, et se confortent : science et société comme symboles de développement de notre monde contemporain ; société et sécurité comme preuve que la vie en société est à la base de notre sécurité et que celle-ci renforce l'organisation sociale ; science et sécurité parce que les progrès de la connaissance ont toujours participé de la dialectique du glaive et de la cuirasse.

Et tous les trois ensemble, ils dégagent une impression d'harmonie, de force et de stabilité. Quand la science apporte la sécurité à la société, et que la société garantit sécurité à la science on va bien au-delà du jeu de mots, on assure l'avenir.

Voilà bien des raisons de se féliciter des évolutions récentes du programme scientifique et du programme environnemental de l'OTAN.

Voilà pourquoi nous avons choisi ce nouveau titre pour notre publication.

Jean Fournet

La science au service de la paix

nouveaux projets

Deux nouveaux projets «La science au service de la paix» (SfP), dont les plans ont été acceptés, débuteront dans le courant de l'année. L'un associe le Kazakhstan et le Royaume-Uni et l'autre la Croatie et l'Italie.

Etude de la situation radiologique dans la zone septentrionale de l'ancien site d'essais nucléaires de Semipalatinsk

Entre 1949 et 1989, 456 essais nucléaires ont été effectués à Semipalatinsk, au Kazakhstan, sur le principal site d'essais de l'ex-Union soviétique, fermé ensuite par décret présidentiel en 1991.

Le projet a pour thème la contamination de l'ancien site d'essais nucléaires soviétique de Semipalatinsk, au Kazakhstan. Il fait suite à une étude, entamée en 1999 dans le cadre du programme SfP et maintenant achevée, qui avait pour but de déterminer les niveaux de contamination terrestre près du village de Sarjal, au sud de la région.

Le premier projet, connu sous l'appellation «SEMIRAD-1», a montré que, contrairement aux attentes, la zone étudiée n'était pas fortement contaminée et que, même à proximité des cratères formés par les explosions nucléaires, la dose de rayonnement à laquelle la population locale était exposée était bien inférieure au niveau maximal d'exposition observé dans les pays occidentaux, considéré comme inoffensif. On en a tiré la conclusion que cette zone du site ne présentait pas de danger majeur d'origine radiologique pour les agriculteurs et les habitants de Sarjal qui en exploitent les terres.

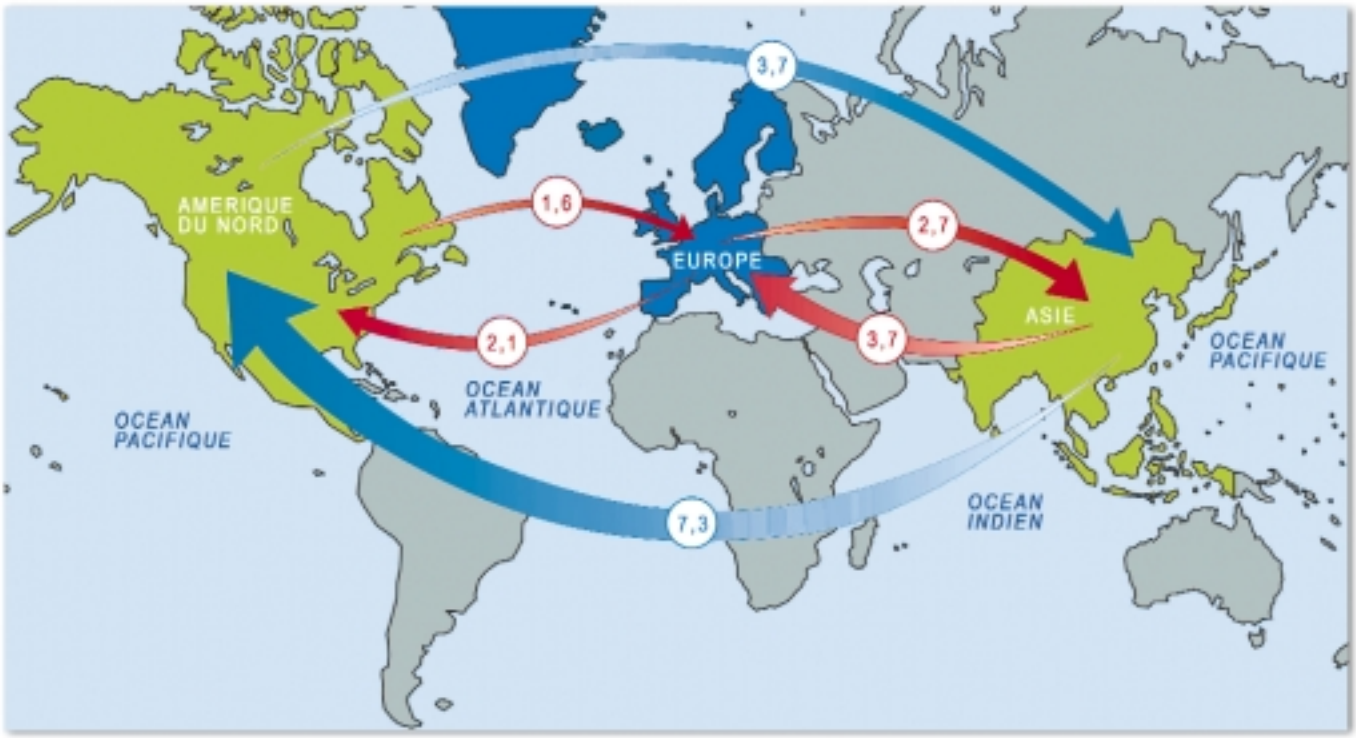
Le projet nouvellement approuvé, brièvement intitulé «SEMIRAD-2», sera consacré à l'étude d'une autre zone du site d'essais. Il s'agit d'une étendue de quelque 800 km^2, proche de la ville de Kourtchatov, au nord du site. Bien que la zone n'ait pas été déclarée sûre au plan radiologique, des fermes familiales où travaillent également des ouvriers des villages voisins sont déjà implantées sur certaines des terres. Le but du projet est de déterminer avec précision quelles sont les parties de la zone qui ne présentent pas de danger d'origine radiologique et peuvent donc être exploitées en toute sécurité par l'importante population locale. La zone recèle également des ressources minérales qui pourraient être exploitées si les niveaux de radioactivité étaient jugés non dangereux.

Dans le cadre du projet, on étudiera les niveaux de contamination de manière générale mais on recherchera également les résidus éventuels des engins à dispersion de radioactivité (RDD) qui auraient pu être testés dans cette zone. Certains essais de RDD pourraient avoir entraîné une contamination du sol suffisante pour permettre la collecte de matières susceptibles de servir à la fabrication de petites armes radiologiques dites «bombes sales». Les organismes nationaux compétents ont déjà pris des mesures pour repérer de tels sites et empêcher la divulgation accidentelle de leur emplacement.

L'un des principaux résultats du premier projet avait été l'accroissement de la vitesse d'évaluation. Le nouveau projet mettra en application ce résultat, ce qui suppose d'effectuer davantage d'analyses in situ, plutôt qu'en laboratoire, et de recourir à cette fin à des équipements modernes de spectrométrie de terrain.

Les directeurs du projet sont les professeurs Nicholas Priest, de l'université du Middlesex à Londres (Royaume-Uni), et Moukhambetcali Bourkitbaïev, de l'université d'Etat Al-Farabi à Almaty (Kazakhstan). Des experts de la France, de l'Irlande et de la Russie apporteront leur concours à l'exécution des travaux.

Les résultats du projet OTAN ont été présentés au gouvernement kazakh et le rapport a été diffusé en russe dans sa version intégrale et dans une version abrégée à l'intention de la population et des pouvoirs publics locaux. En outre, les résultats ont été entrés dans la base de données centrale que tient le Centre nucléaire national du Kazakhstan.



Taille de l'industrie du transport par conteneurs : l'année dernière, les flux mondiaux de conteneurs ont représenté une capacité totale estimée à plus de 100x106 EVP (l'équivalent vingt pieds est l'unité couramment utilisée dans l'industrie). Les flèches représentent les courants d'échange les plus importants (pas les trajets) en multiples de 106 EVP.

Contrôle du trafic de matières pouvant constituer une menace

Le projet vise la mise au point d'un système d'inspection permettant de détecter des explosifs, agents chimiques, matières fissiles, etc. passant les frontières internationales de manière illicite.

Les systèmes actuels d'inspection du fret sont des systèmes d'imagerie non invasifs. Ils utilisent la technique du balayage par rayonnements pénétrants (rayons X ou gamma) pour détecter les objets. Toutefois, cette technique est non discriminante dans la mesure où elle ne donne aucune information sur la nature des objets. En outre, les mesures de contrôle actuelles prennent du temps, sont peu efficaces et ralentissent la circulation des marchandises. Des travaux importants sont actuellement en cours en vue de l'élaboration du concept de «frontière efficace», qui utiliserait des systèmes de gestion capables de faire face au développement des échanges tout en contribuant à lutter contre certaines menaces comme les attentats terroristes, l'immigration illégale, etc. Les systèmes de contrôle rapide des conteneurs d'expédition constituent l'un des éléments essentiels du concept de frontière efficace.

Les techniques novatrices proposées par les partenaires du projet font appel aux neutrons rapides pour la définition d'un petit volume du chargement. Les neutrons déclenchent une réaction dans les objets, ce qui permet de déterminer leur composition élémentaire et de savoir s'il s'agit de biens inoffensifs ou d'explosifs, de drogue, etc.

Les codirecteurs du projet sont le professeur Vladivoj Valkovic, de l'Institut Rudjer Boskovic de Zagreb (Croatie), et M. Giancarlo Nebbia, de l'Institut de physique nucléaire (INFN) de Padoue (Italie). Le groupe de Zagreb travaille depuis de nombreuses années sur les neutrons rapides et les chercheurs italiens procèdent depuis plus de 20 ans à des expériences de physique nucléaire sur des accélérateurs de particules. Les partenaires bénéficient actuellement d'une subvention de jumelage en collaboration de l'OTAN qui les aide dans leurs travaux de recherche sur la mise au point de techniques de détection des explosifs faisant appel à la physique atomique et nucléaire.

Le service des douanes croate sera l'utilisateur final du projet, qui vise à mettre au point une nouvelle technique faisant appel à l'analyse par activation neutronique pour la détection et l'identification de matières pouvant constituer une menace, comme les explosifs et la drogue, cachées dans de grands conteneurs.

Réunions du Comité sur les défis de la société moderne (CDSM)

Le CDSM a tenu ses réunions de printemps au siège de l'OTAN les 25 et 26 mars. Outre la séance plénière entre pays de l'Alliance, il s'est réuni en configuration COR (Conseil OTAN-Russie) et CPEA (Conseil de partenariat euro-atlantique). Le CDSM de l'OTAN a approuvé la tenue de deux ateliers qui répondent à l'un de ses objectifs clés, à savoir la réduction de l'impact des activités militaires sur l'environnement.

CDSM en configuration CPEA

A la réunion du CDSM du 26 mars en configuration CPEA (46 pays), des rapports ont été communiqués sur les études pilotes en cours, notamment les études suivantes :

- Conception d'un système d'observation du bassin de la Caspienne pour l'établissement de prévisions environnementales, sous la direction de la Turquie et de l'Azerbaïdjan.
- Prise de décision en matière d'environnement et développement durable en Asie centrale, sous la direction des Etats-Unis.
- Gestion intégrée de l'eau, sous la direction de la Belgique.
- Evaluation des risques liés aux conséquences de l'accident de Tchernobyl : enseignements tirés, sous la direction de l'Italie et des Etats-Unis.

Un site militaire abandonné

Réhabilitation d'anciens sites militaires

Les autorités de Mongolie se sont proposées pour parrainer un atelier sur la réhabilitation d'anciens sites militaires qui aura lieu à Oulan-Bator du 1er au 3 juin 2004. L'activité sera également parrainée par les Pays-Bas et le Luxembourg. Depuis les années 30, les terres mongoles sont beaucoup utilisées à des fins militaires. Les principaux problèmes qui se posent sur les sites concernés sont la présence de munitions non explosées, dangereuses pour les bergers et leurs troupeaux, la pollution des eaux de surface et des eaux souterraines, l'élimination des déchets, la démolition des installations par la population locale et les nomades et les difficultés financières et organisationnelles rencontrées pour la conversion des sites à un usage civil. Une première évaluation a montré qu'une étude complète de tous les sites était nécessaire pour pouvoir proposer des réaffectations possibles et établir ensuite des priorités. Ces questions et d'autres seront examinées plus à fond dans le cadre de l'atelier à venir.

Systèmes de gestion de l'environnement dans le secteur militaire

Le Ministère allemand de la défense parrainera un atelier sur le thème ci-dessus, qui aura lieu à Sonthofen (Allemagne) du 27 septembre au 1er octobre 2004. Il s'agira de mettre en commun l'expérience acquise lors de la mise en place d'un système de gestion de l'environnement dans le secteur militaire et d'étudier la possibilité d'introduire des indicateurs de performance. L'atelier favorisera l'établissement de liens de «mentorat» destinés à rendre le transfert de connaissances plus rapide et plus efficace.

Objectifs clés du CDSM

- Réduire l'impact des activités militaires sur l'environnement
- Mener des études au niveau régional, notamment en ce qui concerne les activités transfrontalières
- Prévenir les conflits liés à la raréfaction des ressources
- Faire face aux nouveaux risques pesant sur l'environnement et la société et susceptibles d'entraîner une instabilité économique, culturelle et politique
- Faire face aux menaces non traditionnelles pesant sur la sécurité

Coopération entre l'OTAN et la Russie dans le domaine de la science et de l'environnement

➪ Le premier atelier du CDSM du COR sera consacré aux déversements d'hydrocarbures dans les zones de climat froid ou arctique.

Le Conseil OTAN-Russie (COR) a été créé au Sommet de Rome le 28 mai 2002. Dans ce cadre, les Alliés et la Russie se réunissent au moins une fois par mois au niveau des ambassadeurs pour rechercher et concrétiser les possibilités de mener une action conjointe en tant que partenaires égaux. Le Comité scientifique du COR et le CDSM du COR ont tous deux été établis par le Conseil OTAN-Russie dans le but de promouvoir, d'encourager et de coordonner la réalisation de projets de coopération associant des scientifiques et des experts des pays de l'OTAN et de la Russie.

CDSM OTAN-Russie

A sa troisième réunion, tenue le 26 mars, le Comité sur les défis de la société moderne du Conseil OTAN-Russie a fait le point sur la mise en œuvre de son plan d'action pour 2003 et a été informé de l'avancement de la préparation de l'atelier du COR sur les équipements destinés aux interventions faisant suite à des déversements d'hydrocarbures.

Interventions faisant suite à des déversements d'hydrocarbures en mer de Barents

La Norvège accueillera le premier atelier du CDSM du COR, qui sera consacré aux interventions faisant suite à des déversements d'hydrocarbures dans les zones de climat froid ou arctique. Les travaux seront axés sur la mer de Barents. Le principal objectif de l'atelier, qui doit avoir lieu à Horten les 29 et 30 avril, est d'évaluer sur quelles bases il serait possible de lancer un projet du CDSM du COR en vue du perfectionnement de l'équipement nécessaire aux interventions faisant suite à des déversements d'hydrocarbures. On comptera parmi les participants des experts ayant l'expérience de l'utilisation des équipements d'intervention, des responsables concernés des pays du COR ainsi que des représentants de fabricants d'équipement et d'instituts de recherche, diversité qui devrait favoriser un transfert de connaissances enrichissant.

Les cinq principaux sujets abordés seront les suivants :

- Hydrocarbures de grande viscosité et conditions climatiques froides (problèmes de prise en glace)
- Utilisation de barrages de rétention au large (problèmes dus à la hauteur des vagues et à la prise en glace)
- Détection des nappes d'hydrocarbures dans l'obscurité et sous les glaces
- Systèmes et procédures d'assistance aux navires en difficulté
- Procédures, systèmes et normes pour la logistique des interventions

L'atelier du CDSM du COR s'intéressera à la manière de protéger l'environnement le long des routes maritimes empruntées pour le transport du pétrole brut et du pétrole raffiné en provenance de Russie et à destination de l'Europe et des Etats-Unis.

Nouveau cadre de travail pour le Comité scientifique du Conseil OTAN-Russie (COR)

A sa réunion du 12 mars, le Comité scientifique du COR a élaboré son plan d'action pour 2004. Plus de 30 experts de la Russie et des pays de l'OTAN s'étaient réunis début mars à Moscou à la demande du Comité pour explorer les possibilités de coopération concrète, à la suite de quoi un projet de plan d'action avait été préparé. Ce projet énumère les thèmes qui pourraient servir de base au programme de travail à exécuter sous l'égide du Comité scientifique du COR. Il est actuellement à l'examen par les pays du COR.

Comité scientifique du COR - Ateliers à venir

Earthquake Vulnerability Reduction for Critical Infrastructure and Facilities

24 - 28 mai 2004, Moscou (Russie)

Codirecteurs :
Prof. Frederick Krimgold, USA
(Courriel : krimgold@vt.edu)
M. Vitaly Petrov, Russie
(Courriel : icts@online.ru)

Protection of Civilian Infrastructure from Acts of Terrorism

27 - 29 mai 2004, Moscou (Russie)

Codirecteurs :
Prof. Gregory Baecher, USA
(Courriel : gbaecher@umd.edu)
Prof. Konstantin Frolov, Russie
(Courriel : ImashReznikoff@yandex.ru)

En bref...

Nouveau représentant de la Grèce auprès du Comité scientifique

Le professeur Gerasimos Lyberatos a été nommé représentant de la Grèce auprès du Comité scientifique. M. Lyberatos enseigne le génie chimique à l'Université de Patras et dirige le Laboratoire de génie biochimique et de technologie de l'environnement. Il est également rédacteur du *Journal of Hazardous Material* (Elsevier). Au Comité scientifique, il remplace le professeur Georgios Papatheodorou, membre depuis 1994.

Né en 1958 à Athènes, le Prof. Lyberatos a obtenu un diplôme de premier cycle en génie chimique au *Massachusetts Institute of Technology* (Etats-Unis) en 1980, puis une maîtrise de sciences en 1982 et un doctorat de génie chimique au *California Institute of Technology* (Etats-Unis) en 1984. Il a ensuite été maître assistant à la *University of Florida* (Etats-Unis) jusqu'en août 1988 puis a continué à enseigner dans cet établissement en tant que maître de conférences permanent jusqu'en avril 1990, après quoi il est retourné en Grèce comme maître de conférences à l'Université de Patras. Il est devenu professeur de génie chimique en 1993. Il a exercé les fonctions de vice-recteur de l'Université pour la planification financière et le développement de 1994 à 1997 et de président du département Génie chimique de 1999 à 2003. Il est l'auteur ou le co-auteur de plus de 80 communications scientifiques parues dans des revues à comité de lecture.

Forum sur le monde des affaires et la sécurité - mise en vente d'un DVD

Istanbul doit accueillir cet été un forum OTAN sur le monde des affaires et la sécurité, dont la tenue vient à point nommé. En effet, on n'avait encore jamais vu des sujets comme le terrorisme et la protection de la chaîne d'approvisionnement occuper une place aussi importante parmi les questions politiques à l'ordre du jour. Pour marquer l'occasion, les organisateurs du forum proposent un DVD qui va plus loin dans l'examen des questions abordées. Le DVD contiendra des mini-documentaires réalisés avec le parrainage de certains des principaux acteurs de l'industrie et des extraits de bon nombre des discours prononcés lors d'un autre forum sur le même thème, tenu à Berlin en avril. On comptait parmi les orateurs M. Peter Ryan, Responsable de la sécurité des jeux olympiques, le général Klaus Naumann, ancien Président du Comité militaire de l'OTAN, et M. Christian Sommade, du Haut Comité français pour la défense civile. Des exemplaires du DVD peuvent être réservés auprès des organisateurs de l'événement, hbl media. Il y a moyen de passer commande par courrier électronique en s'adressant à Mme Sally Nelson (sally@hblmedia.com). Le coût s'élève à 25 livres sterling, frais d'emballage et d'expédition compris.

Azerbaïdjan

Le professeur Ali Abbasov a été nommé Ministre des communications et de l'informatisation de l'Azerbaïdjan. Il avait été pendant un certain temps représentant de ce pays auprès du Comité scientifique en configuration CPEA. M. Abbasov est recteur de l'Université d'économie de l'Etat d'Azerbaïdjan et fut le coordonnateur du projet Soie de l'OTAN pour son pays.

Géorgie

Le nouveau Premier ministre de la Géorgie, M. Zourab Jvaniia, est un scientifique. Il avait d'ailleurs accueilli le Comité scientifique lors de la réunion de celui-ci à Tbilissi, lorsqu'il présidait le Parlement de Géorgie.

République kirghize

M. Askar Koutanov, représentant de la République kirghize auprès du Comité scientifique en configuration CPEA, a été nommé ambassadeur de son pays au Japon. En tant que professeur à l'Institut de physique de l'Académie des sciences de la République kirghize, il était le coordonnateur du projet Soie de l'OTAN pour ce pays et aussi le coordonnateur d'un projet «La science au service de la paix» visant la mise au point d'hologrammes destinés à des applications en rapport avec la sécurité.

Moldova

Le professeur Gheorghe Duca, directeur du projet «La science au service de la paix» consacré à la mise au point d'un système de surveillance et d'alerte mesurant les niveaux d'eau et de pollution dans le Dniestr et le Prut, a été nommé président de l'Académie des sciences de la Moldova. Il remplace à ce poste le professeur Andrei Andries, membre du Comité scientifique en configuration CPEA, élu président honoraire de l'Académie..

OTAN

Programme «La sécurité via la science»
Programme CDSM

Division Diplomatie publique
Boulevard Léopold III
1110 Bruxelles
Belgique